

BOUTEFLIKA AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**Premières images d'une réélection annoncée**

Abdelaziz Bouteflika a déposé officiellement son dossier de candidature pour l'élection présidentielle du 17 avril prochain, au niveau du Conseil constitutionnel, hier lundi dans l'après-midi. Sans surprise, l'homme aura ainsi accompli son coup de force entamé depuis des mois en vue de s'offrir un quatrième mandat.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Une candidature, pourtant, un moment brutalement interrompue par un accident de santé, un AVC très lourd qui surprendra Bouteflika le 27 avril 2013.

Déjà fortement fragilisé par une précédente intervention chirurgicale subie en novembre 2005, Bouteflika revient vraiment de très loin et s'en sortira miraculeusement de son second séjour à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Pendant presque deux mois, il disparaît des radars : ni information fiable, ni la moindre image ! Seules les rumeurs, les plus contradictoires d'ailleurs prennent le relais. Certaines finiront même par annoncer pour sûr, son décès ! D'où la décision, en juin 2013, de montrer Bouteflika aux Invalides, entouré du Premier ministre, Abdelmalek Sellal et du chef d'état-major de l'ANP, Ahmed Gaïd-Salah. Or, ces images-là, dif-

fusées par la télévision nationale montraient un Bouteflika faisant partie toujours de ce monde, certes, mais dans quel état ! L'on découvrirait ce jour-là que l'AVC aura laissé de très lourdes séquelles sur celui qui dirige le pays depuis avril 1999. A telle enseigne que, depuis, des revirements se font annoncer y compris parmi des plus proches.

Après son retour au pays, le 16 juillet 2013, Bouteflika rentrera en «hibernation». Il ne frappera de nouveau que vers la fin août. Avec une première décision qui augurait déjà de ses intentions quant à briguer un quatrième mandat. Elle interviendra sous la forme d'une instruction, via des canaux «officiels» et consistant à imposer Amar Saâdani à la tête du FLN envers et contre tous ! Le reste suivra à une cadence effrénée : un spectaculaire «réaménagement» au sein des services de renseigne-

ment puis, immédiatement après un non moins spectaculaire remaniement du gouvernement Sellal qui sacrifiera des proches comme Amar Tou ou Rachid Harraoubia mais, surtout, fera de ce même gouvernement, un véritable dispositif de guerre en vue de sa réélection et qui comprendra, à l'occasion, le Conseil constitutionnel justement. Aussi, et pour fermer définitivement le dispositif, Bouteflika hissera Ahmed Gaïd-Salah au rang de ministre délégué à la Défense nationale, fonction qu'il cumule avec celle de chef d'état-major ce qui en fait le véritable patron de l'armée. Plus rien ne pouvait, dès lors arrêter la machine «quatrième mandat». Pas même l'inattendu bras de fer au sommet de l'Etat qu'un certain...Amar Saâdani enclenchera, sur instruction bien entendu !

D'autres instructions ont, en parallèle, fait ébranler les instruments traditionnels du pouvoir lors de ce genre de rendez-vous. Comme par enchantement, le FLN, le RND, le MPA, le TAJ, l'UGTA, l'UNFA, l'UNPA etc. annoncent leur soutien tandis que Abdelmalek Sellal, lui, sillonnait le



Photo : Newpress

pays pour faire la promotion du bilan de Bouteflika et, depuis quelques mois, carrément celle du quatrième mandat. Il ne restait plus que l'annonce «officielle». Bouteflika la fera toutefois d'une manière pour le moins originale ! Ce sera le Premier ministre en personne, Abdelmalek Sellal qui la fera à partir d'Oran, le 22 février dernier, en marge d'une rencontre...internationale ! Le jour même, dans l'après-midi, ce sera un communiqué de la présidence

de la République qui nous apprendra qu'effectivement, «Monsieur Bouteflika a procédé, ce jour, au retrait des formulaires de souscription pour sa candidature, auprès du ministère de l'Intérieur» ! Le message était très clair : Il s'agit, cette fois, du candidat non pas «du consensus», mais de l'Etat ! Comme l'atteste également la composante de sa direction de campagne...

K. A.

SON STAFF SE DIT PRÊT POUR L'ÉTAPE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**Benflis déposera son dossier aujourd'hui**

Le staff de campagne de Ali Benflis finalise le dossier de candidature qui sera déposé ce matin, à 10 heures, auprès du Conseil constitutionnel. Les formulaires de souscriptions individuelles continuent d'affluer malgré les entraves de l'administration.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Vingt-quatre heures avant le dépôt du dossier de candidature de Ali Benflis, le siège de campagne est toujours aussi animé. Au premier étage, Lotfi Boumghar rencontre des journalistes. Il est question de la «cérémonie» de dépôt auprès du Conseil constitutionnel. «Le candidat Ali Benflis se présentera aujourd'hui, à 10 heures, au siège du Conseil constitutionnel. Nous ne savons pas encore quelles seront les mesures qui seront imposées aux journalistes, ni même s'ils pourront s'approcher du siège de cette institution comme cela est de tradition. Mais Ali Benflis tient à lire une déclaration à la presse au sortir du siège du Conseil», explique le directeur de la communication du candidat. Les autres

directions de campagne sont concentrées sur la finalisation du dossier de candidature. A deux jours de la remise définitive, les formulaires continuent d'affluer de toutes les régions du pays. «Samedi, nous avons reçu près de 20 000 formulaires», assure Abdelkader Sallat, le directeur de campagne de Ali Benflis.

Les résultats finaux de cette collecte restent encore confidentiels. «Le chiffre exact sera communiqué en temps voulu. Mais je peux vous dire que nous avons dépassé de trois fois le nombre de formulaires de citoyens requis par la loi et plus de quatre fois pour les formulaires d'élus», note-t-il. L'ancien ministre chargé de la Réforme pénitentiaire déplore cependant les entraves de l'administration. «Depuis

l'annonce de la candidature de Abdelaziz Bouteflika par le Premier ministre, nous avons constaté un net changement dans le comportement des agents des mairies.

L'engouement des citoyens et des élus en faveur de Ali Benflis a augmenté mais il leur a été difficile de légaliser les formulaires de signatures.

Dans de nombreux cas, des citoyens ont vu leurs pièces d'identité retenues pendant 2 ou 3 jours par l'administration. Dans d'autres cas, des citoyens ont été confrontés à des guichets fermés. Fort heureusement, il a été possible de faire légaliser ces formulaires auprès des notaires et des huissiers».

Mais il semble que les entraves ne concernent pas uniquement l'administration locale. Ainsi, la direction de campagne est confrontée à un réel problème avec la compagnie Air Algérie. «Pour la campagne, nous avons prévu d'affréter un Boeing 737 afin de transporter le candidat,

son staff ainsi que les journalistes. Nous avons d'ailleurs été les premiers à déposer notre demande ainsi que le plan de vol auprès de la direction commerciale de la compagnie. Mais à notre grande surprise, Air Algérie nous a transmis une correspondance pour nous annoncer qu'il sera mis à notre disposition un ATR, un appareil de capacité restreinte, lent et qui ne permet pas de couvrir de longues distances. Face au refus de nous accorder un Boeing, nous avons décidé de saisir officiellement le président de la Commission nationale de préparation de l'élection présidentielle.

Nous attendons toujours la réponse de M. Abdelmalek Sellal», précise Abdelkader Sallat. Le directeur de campagne de Ali Benflis est convaincu que les obstacles iront en augmentant ces prochaines semaines. «Tout ce qu'ils entreprendront ne fera que renforcer nos convictions», insiste Sallat.

T. H.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL**Le cérémonial comme si vous y étiez**

Comment se déroule l'opération de dépôt du dossier de candidature à la présidentielle auprès du Conseil constitutionnel ? Un des postulants au scrutin du 17 avril prochain rapporte cette épreuve tout ce qu'il y a de «simple» mais aussi protocolaire.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Si la loi organique du 12 janvier 2012 relative au régime électoral reste évasive quant à la procédure de dépôt du dossier de candidature à l'élection présidentielle, son article 137 se limite à stipuler que la déclaration de candidature est déposée au plus tard dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent la publication du décret présidentiel portant convocation du corps électoral, les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel en matière de contrôle de conformité et de contrôle de

constitutionnalité sont, à l'opposé, claires et nettes. Elles stipulent en l'article 23 que les déclarations de candidature à la présidence de la République sont déposées par le candidat dans les conditions, formes et délais prévus par la loi organique relative au régime électoral auprès du secrétariat général du Conseil constitutionnel. Il en est délivré accusé de réception. C'est, d'ailleurs, ce que le secrétaire général du parti El Moustaqbal confirme.

Abdelaziz Belaïd affirme avoir été reçu, samedi dernier, et ce,

après avoir pris auparavant rendez-vous. L'ancien cadre du FLN, avant qu'il n'aille tenter l'aventure politique en créant son propre parti qu'il dirige, dit avoir été reçu, dans un premier temps, au secrétariat général du Conseil constitutionnel où il a laissé son équipe de campagne, près d'une heure durant, procéder, avec le personnel de l'institution, à la vérification des listings des signatures, compilés aussi dans des CD-ROM.

Un timing qui, il est vrai, varie d'un candidat à un autre au gré de la masse de formulaires paraphés soit par des électeurs soit par des élus locaux et nationaux. Il ne s'agit pas, bien entendu, de faire la vérification des formulaires, mais juste de faire leur décompte à travers les listings par wilaya sur

des feuilles et compilés aussi dans des CD, comme c'est exigé par le Conseil constitutionnel, qui statue, selon l'article 138 de la loi électorale de janvier 2012, sur la validité des candidatures par décision, dans un délai de dix jours francs à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature. Une décision immédiatement notifiée à l'intéressé. Pendant ce temps, le candidat dit avoir eu une brève entrevue avec le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci, un tête-à-tête purement protocolaire, précise Belaïd qui affirme, s'être vu, à la fin, se faire remettre un récépissé de dépôt. «Pas un mot sur la situation politique», précise notre interlocuteur. A noter que jusqu'à hier, seuls quatre candidats à la

candidature ont été au bout de leur démarche en se présentant devant l'institution qui dirige l'ex-ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

Il s'agit du président du FNA, Moussa Touati qui a ouvert le bal la semaine dernière, suivi samedi dernier, du secrétaire général du parti El Moustaqbal, Abdelaziz Belaïd, et la secrétaire générale du PT, Louisa Hanoune, et Ali Zaghdoud, président du RA.

Un quatuor auquel viendra se joindre vraisemblablement le président-candidat, Abdelaziz Bouteflika, en attendant que l'ex-chef de gouvernement, Ali Benflis, ne fasse de même ce matin, en compagnie du président de Ahd 54, Ali Fawzi Rebaïne.

M. K.